

# Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n° 146  
24 juillet  
2024

## Pas de trêve estivale pour les luttes écologiques et sociales !

Macron et son gouvernement fantôme ne prennent pas de pause. Ils poursuivent dans leur stratégie de se maintenir au pouvoir en passant des accords sur leur droite et en recherchant d'autres sur leur gauche. Le Rassemblement national attend patiemment son heure après le flop de sa tactique de dédramatisation à l'Assemblée nationale. Après moult tractations, les 4 partis dirigeants le Nouveau Front Populaire sont parvenus à présenter une proposition consensuelle de Première ministrable...

Mais Macron, dans la continuité de son appel à la « trêve politique », a immédiatement récuser la candidature de Lucie Castets pour gouverner en y opposant un refus dédaigneux au mépris des électeurEs qu'il a lui-même convoquéEs. Surfant sur une hypothétique trêve olympique, celui-ci a précisé qu'il ne nommerait pas de nouveau gouvernement avant mi-août !

Pour remettre en avant nos priorités sociales et écologiques, une seule solution : nos mobilisations !

### Face à Macron et à son gouvernement fantôme, pas de trêve politique !

Malgré son illégitimité, le pouvoir continue à mettre en œuvre sa politique anti-sociale: groupes de niveaux au collège et « choc des savoirs », dix milliards d'économies budgétaires en plus des 15 milliards déjà prévus, répression des militant-es indépendantistes de Kanaky... Et, alors que le gouvernement Attal vivait ses derniers instants, plusieurs décrets d'application de lois rétrogrades ont été publiés en vitesse: loi immigration, fin du repos dominical dans les vignes, mesures anti-écologiques...

Les industriels ne perdent pas de temps non plus: pour maintenir ses profits, Valéo prévoit de fermer trois sites en France et de supprimer plus de 1000 emplois; à Nantes, c'est 250 emplois de moins chez Saunier-Duval; la fédération française du bâtiment annonce la suppression de 150.000 emplois d'ici 2025. Les coupes

budgétaires vont elles aussi se traduire par des suppressions d'emplois: postes d'enseignant-es non pourvus, baisse du nombre d'agent-es de l'inspection du travail, dégradation continue dans la santé...

### Construire les résistances et changer le monde !

Les rassemblements du 18 juillet initiés par la CGT cheminot-es et repris par différentes forces de la gauche sociale et politique, ainsi que par les comités mobilisés pour la mise en œuvre du programme du Nouveau Front populaire, ont été encore trop faibles pour impulser une dynamique en ce début d'été.

Mais les mobilisations contre les méga-bassines ont été massives et sont des points d'appui (voir page 2). Ces luttes nous montrent des voies possibles pour reprendre la main. Elles lient vivre décemment de son travail, se nourrir correctement tout en respectant la planète. Elles mettent au premier plan la solidarité et l'organisation collective de celles et ceux qui sont les premier-es concerné-es.

Tout comme celles autour des Jeux Olympiques ou contre les licenciements et les fermetures de sites, les manifestations en solidarité avec les peuples palestinien et kanak, elles doivent être des points de rassemblement de toutes celles et ceux qui luttent contre ce système qui tue et qui détruit la planète.

Ceux qui nous dirigent ne lâcheront rien. Pour imposer les premières mesures du programme du Nouveau Front populaire, pour l'augmentation des salaires, l'abrogation de la contre-réforme des retraites, pour en finir avec les discriminations racistes et sexistes, avec le colonialisme, pour partager les richesses et préserver la planète, il n'y aura pas d'autre solution que nos mobilisations !

Il n'y a pas d'autres solution que de relancer et faire vivre pendant tout l'été nos collectifs unitaires qui ont mené la campagne du Nouveau Front Populaire !



avec  
Olivier BESANCENOT,  
Christine POUJIN,  
Philippe POUTOU,  
Pauline SALINGUE

Pour prendre contact  
avec le comité NPA l'antik  
du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

## BREVES DE PONTONS

### Nouvel hôpital technique : DE COPIL EN CNIS....TOUJOURS CETTE OPACITE

Le 27 juin dernier, la question du nouvel hôpital et de la restructuration hospitalière du secteur sanitaire a donc refait surface au Conseil Municipal de Saint-Malo, à l'occasion d'une délibération portant sur le réaménagement futur de la zone urbaine du vélodrome. Il n'y cependant pas eu de grande révélation sauf

- ♦ l'intérêt que la ville porterait sur le foncier qui serait libéré par le départ de l'hôpital hors de cette zone. On s'en doutait un peu !
- ♦ La confirmation que le projet du futur hôpital était quelque peu plombé par sa « trajectoire financière » et qu'il allait faire l'objet d'une nouvelle présentation devant le Conseil National de l'Investissement en Santé (CNIS) le 18/09, après validation par un Comité de pilotage à l'ARS le 11/07.

Tout en réaffirmant qu'il n'avait pas de doute sur une issue favorable de ce dossier, le maire de Saint-Malo, n'en a pas dit plus au motif qu'il ne préside pas le Conseil de surveillance du nouveau Groupe Hospitalier (\*)

DB

(\*) Le Conseil de Surveillance du GHRE s'est réuni le 19/07 dans une composition qui nous est inconnue et qui, à notre connaissance, n'a pas fait l'objet de publication officielle.

### Résistance anticapitaliste pour notre bien commun, l'eau !

La semaine dernière dans le Poitou, la lutte contre les méga-bassines et l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie a mobilisé plusieurs milliers de personnes.

#### Village de l'eau, prises de parole... et lacrymos

Dès le 16 juillet, à Melle (79), le Village de l'eau rassemblait de nombreuses associations, syndicats et partis politiques pour réclamer l'arrêt des méga-bassines et un moratoire national. Les participantEs s'opposaient à l'accaparement de l'eau par une minorité d'agriculteurs au détriment des autres et de la population et exigeaient une répartition de l'eau égalitaire et respectueuse des écosystèmes. Dans le village, lors des réunions, débats, AG et formations, les sujets abordés allaient de l'écologie à la lutte contre l'extrême droite, de la répression policière à la façon d'organiser la production alimentaire autrement.

Tout en étant festif, ce village permettait donc d'organiser la lutte, d'informer et d'offrir des perspectives pour une nouvelle société anticapitaliste. Encore fallait-il l'atteindre ! Rien que pour se diriger vers le village, l'État avait mis en place un dispositif policier conséquent avec des contrôles dans les 4 départements voisins, avec des confiscations arbitraires....

Vendredi 19 avait lieu la première manifestation démarrant à Migné-Auxances pour se diriger à vers une ferme-usine de poules pondeuses et de méthanisation, qui prévoit la construction d'une méga-bassine en septembre. Des convois s'y dirigeaient dont un à partir de Poitiers, où le NPA et notamment Christine Poupin étaient présents. Une partie de ce convoi a été nassée sur une route par la gendarmerie pendant plus de 2 heures pour empêcher la manifestation. Environ 3 000 gendarmes ont ainsi contré la manifestation et ont attaqué les 6 500 manifestantEs avec des lacrymogènes, mettant le feu au champ menant à la ferme-usine. Par forte chaleur et avec le climat sec du champ de céréales, le feu était prévisible par la police. Les organisateurs ont fait demi-tour pour empêcher les manifestantEs d'être blessés par les flammes avant d'avoir atteint l'objectif.

#### No pasarán et No bassaran

Le lendemain, à La Rochelle, l'objectif était le port de commerce et le silo industriel qui profite des mégabassines et de l'épuisement des nappes phréatiques pour exporter massivement des céréales. Des militantEs du NPA, dont Philippe Poutou, étaient aussi présents ainsi que de nombreux militantEs d'autres partis. Avant la manifestation, notre camarade Alexandre Raguet a rappelé que le NPA se mobilise pour toutes les manifestations anti-bassines, qu'il faut faire front unique contre les capitalistes qui exploitent les terres et l'eau comme contre l'extrême droite. Les 10 000 manifestantEs étaient répartis en deux cortèges, l'un passant le long de la côte et l'autre au centre de la ville. Ce second cortège fut rapidement attaqué par la police, tandis que le premier atteignait son premier objectif et installait un phare en bois. Des bateaux et kayaks manifestaient également dans l'océan, bravant les garde-côtes. Au lieu de poursuivre vers le port, ce cortège a rejoint celui attaqué par la police pour converger, puis retourner au point de départ pendant que la police nassait et gazait les manifestantEs.

Ces manifestations étaient massives et ont démontré à nouveau la répression disproportionnée de l'État face aux militants écologistes au nom de la protection des biens, même quand ceux-ci n'existent pas, comme pour le futur chantier de bassine de Migné-Auxances.

La lutte pour l'eau n'est pas près de s'arrêter !

D'après Amélie Dubois, dans l'Anticapitaliste n°718

### Palestine...Israël

#### En finir avec le « 2 poids, 2 mesures » !

Le 18 juillet s'est ouvert le Festival International du film de Jérusalem, dûment parrainé par l'Autorité de développement de Jérusalem, organisme directement impliqué dans l'intensification des activités de colonisation à Jérusalem-Est. Or justement ce secteur de la ville a été annexé illégalement par Israël et les Palestiniens qui y vivent, y sont, de fait, des citoyens de seconde zone, et y subissent dépossession et répression au quotidien.

Le 26 juillet vont s'ouvrir à Paris les Jeux Olympiques et la délégation de l'état d'Israël va pouvoir y apparaître tout drapeau déployé, alors même le Comité International Olympique (CIO) a, à plusieurs reprises, interdit de Jeux des pays pour leur rôle dans des guerres et des crimes contre l'humanité. C'est ainsi qu'à Paris, les athlètes russes ne seront autorisés à concourir que sous bannière neutre. Une sanction prononcée en réponse à l'agression russe en Ukraine.

À l'heure où le génocide se poursuit à Gaza et où la colonisation s'intensifie en Cisjordanie, on aurait pu espérer que le cinéma français s'abstienne de participer au festival de Jérusalem et que la doctrine du CIO s'applique à Paris à la délégation israélienne.

Il n'en est rien et le « 2 poids, 2 mesures » se poursuit. D'où la nécessité de continuer, à informer, à convaincre, à manifester notre solidarité à la cause palestinienne...

**Le prochain RASSEMBLEMENT PALESTINE, à Saint-Malo, c'est samedi 3 août à 17h, esplanade Saint-Vincent.**

### États-Unis: Trump, Biden et « l'intervention divine »

Il y a quelques semaines. Joe Biden avait déclaré : « *Seul le "Seigneur tout-puissant" pourrait me convaincre d'abandonner la course* ». Eh bien, apparemment, il l'a fait, car J. Biden a quitté la course à la présidence et soutient désormais la candidature de sa vice-présidente, Kamala Harris.

K. Harris devrait être désignée lors de la convention du Parti démocrate du 19 au 22 août. Si les démocrates choisissent quelqu'un d'autre, ils risquent de perdre le soutien des femmes et des électeurEs noirEs. S'ils choisissent K. Harris, le colistier à la vice-présidence devrait être un homme blanc issu d'un État pouvant basculer d'un côté ou de l'autre, comme le gouverneur de Caroline du Nord, R. Cooper, le gouverneur de Pennsylvanie, J. Shapiro, ou le sénateur de l'Arizona, M. Kelly.

La démission de Biden n'est pas le seul événement réputé « divin » de ces dernières semaines. Lors de la Convention nationale républicaine, Trump, a été présenté non seulement comme le candidat du parti à la présidence, mais aussi comme « un homme choisi par Dieu ». Parmi les 50 000 personnes présentes, beaucoup de chrétiens évangéliques ont parlé de « *l'intervention divine* » qui avait épargné Trump d'un assassinat quelques jours auparavant, le sauvant, pour conduire leur nation chrétienne au salut face aux démocrates diaboliques !

La photo de Trump, entouré d'agents des services secrets, avec le sang coulant de son oreille blessée, levant le poing et clamant « *Fight ! Fight !* » avec le drapeau américain flottant derrière lui, s'affiche désormais partout, sur les murs, sur les t-shirts, dans les médias et suggère qu'il est l'homme fort invincible. Désormais auréolé de divinité, il est en marche pour devenir un César américain.

L'homme fort a été le thème central de la Convention, avec Hulk Hogan, la star du catch et Dana White, PDG de la société de promotion des arts martiaux mixtes.

Trump a également désigné son colistier, J. D. Vance, sénateur d'extrême droite fraîchement élu de l'Ohio, dans l'espoir de séduire les électeurs blancs de la classe ouvrière de cet État.

Dans son discours de remerciement, si Trump a parlé d'unifier le pays, d'être le président de tous les Américains, il a tenu ses propos habituels et délirants en déclarant à la foule : « *Je me tiens devant vous dans cette arène uniquement par la grâce du Dieu tout-puissant* ». S'agit-il du même Dieu qui a poussé Biden à se retirer ?

Le retrait de Biden et le début de la campagne de Harris insufflent aujourd'hui et fort heureusement un peu de réalisme et cela pourrait faire toute la différence lors de l'élection. Peut-être que la marche de Trump vers la victoire peut être stoppée, pas « *Si Dieu le veut* » mais en raison des réalités réelles de la société américaine !

Sur la base de Dan La Botz dans L'Anticapitaliste - 718 (25/07/2024)



## Campagne législative dans l'Aude : un tour, deux tours, et puis après ?

Le baptême de l'air est réussi. Notre « parachutage » s'est finalement très bien passé. Les équipes militantes de LFI, du PCF, des écologistes, d'Ensemble et même du PS (hors version droitière de Delga) nous ont accueilliEs chaleureusement.

Cela a permis de lancer une campagne dynamique et bien déterminée. Sur ces terres de gauche, récemment conquises par l'extrême droite (trois députés RN en 2022), nous avons réussi à modifier un peu l'ambiance. A la suite du choc de la dissolution et de la constitution du NFP, il y a eu partout un sursaut militant.

### Pauvreté et individualisme

À Carcassonne et autour, nous étions nombreuxEs à nous retrouver au local de campagne, pour organiser distributions de tracts et collages d'affiches, multiplier les rencontres et les échanges. **La gauche militante reprenait le terrain, en remettant dans le décor les questions sociales et environnementales, la défense des services publics, les aspirations à vivre décemment de son travail en ville ou à la campagne**, pour le monde paysan victime d'une crise importante (avec en plus la sécheresse). La population nous regardait un peu comme des extraterrestres. Un programme de gauche, en rupture avec les politiques ultralibérales, avec des idées solidaires, antiracistes, féministes, écologistes, ce n'est pas si courant.

Dans l'Aude, la pauvreté est frappante. Le chômage et la précarité y sont plus importants que nationalement : l'absence des services publics (santé, université, transports...) fait des ravages, renforçant l'isolement, le sentiment d'abandon. Une grande partie de la population se trouve écartée de la vie sociale et cela se traduit par une perte de repères collectifs, par une dépolitisation. En même temps, la population est imprégnée d'une idéologie

individualiste, de préjugés qui divisent les pauvres entre eux.

Au fil des trois semaines, les gens se sont habitués à nous : d'abord heurtés à cause de la propagande des médias nationaux

et locaux qui relayaient allégrement les mensonges et les injures des macroniens, des droites et extrêmes droites, ils ont évolué. Par notre présence visible sur le terrain, notre bonne humeur, la prise en compte des difficultés et souffrances sociales, le climat s'est apaisé. Insuffisamment cependant pour renverser un rapport de force électoral trop défavorable au départ.

### L'espoir du second tour et la suite quand les forces sont unies

Il n'était sans doute pas possible de retourner la situation en quelques jours. Lorsque les forces de la gauche militante se reconstruisent, réoccupent le terrain, dans les quartiers, dans les villages, auprès des gens qui galèrent, des agriculteurs isolés, de la jeunesse précarisée, des salariéEs en mal d'espoir, les discussions sont à nouveau possibles. Après le premier tour, comme si un imprévu avait eu lieu, **la donne a changé**. Même dans les médias locaux, notre candidature était mieux considérée, plus respectée. Du côté du facho, il y avait comme un début d'inquiétude sur l'issue des élections.

On n'a pas gagné. Sans surprise ! Mais, **le bilan est très positif**, non seulement parce que le RN ne prend pas le contrôle du gouvernement et de l'Assemblée nationale, mais aussi parce que cette campagne s'est traduite par **la reconstruction d'équipes militantes unitaires et motivées, plus radicales** du fait de la confiance retrouvée dans nos capacités d'action.

Ici dans l'Aude, on retient l'énergie et quelque part notre efficacité quand on laisse de côté les sectarismes et autres divisions, quand on réunit les forces. On ne sait pas de quoi sera faite la suite : les choses ne seront sans doute pas simples du tout, mais on sent bien que **les acquis de la campagne sont absolument à préserver et à amplifier**. Partout, nous, militantEs de la campagne, devons continuer à agir par nous-mêmes et contribuer ainsi à la reconstruction d'une gauche de terrain, de combat — pas seulement pendant les élections — d'un cadre unitaire permanent, en lien avec toutes les luttes du quotidien. Un an après la bataille des retraites, voilà un moment pour remettre en avant des perspectives politiques qui nous sortent du climat de résignation.

Philippe Poutou (L'Anticapitaliste n°717—18/07/2024)

**ECHOS D'UNE BELLE ET UNITAIRE CAMPAGNE ELECTORALE**



## point(s) de vue

Les articles signés n'engagent pas la publication et sont publiés sous la responsabilité de leur auteur.trice.

### Rassemblement National: REALITES ET LIMITES DE LA STRATEGIE DE « DEDIABOLISATION »

Indiscutablement, lors de cette séquence électorale européenne + législative, la stratégie développée par M. Le Pen depuis une dizaine d'années pour dédramatiser, normaliser, notabiliser son parti a fonctionné. Partout, y compris dans notre région et dans toutes les couches de la population, la progression de son électorat est un fait avéré. C'est ce qui justifie pleinement, pour nous, la nécessité de construire un front de mobilisation permanent contre les idées portées par l'extrême-droite (racisme, chauvinisme, xénophobie, islamophobie, LGBTIphobie...) et d'aller à la rencontre des milieux populaires influencés par ces visions délétères. Dans la bande sud du pays malouin, il y a du boulot de conviction à entreprendre sans délai !

Pour autant, la dernière semaine de la campagne législative et celle de l'élection aux principaux postes de l'Assemblée Nationale ont montré les limites de cette stratégie du RN. Manifestement, son fond de commerce fait de xénophobie et de proximité avec la doctrine nazie a refait surface après le 1er tour de la législative, déjouant les pronostics d'une perspective immédiate de gouvernement Bardella. Puis la manœuvre du RN d'apparaître à nouveau comme un parti de notables, respectueux des règles institutionnelles, s'est soldée par un cuisant échec puisqu'en dépit d'un contingent (trop!) important de députés, le RN n'a obtenu aucun poste significatif à l'Assemblée Nationale.

On ne s'en plaindra pas même si M. Le Pen va se complaire durant quelques semaines dans une posture de victime...

Par contre, l'échec de la stratégie « Bardella, premier ministre » et du « RN, bon élève du parlementarisme », nous donnent l'opportunité d'aller expliquer dans les milieux attirés par le RN (« on ne les a jamais essayés »!) voire par certains thèmes développés par son appareil fasciste, qu'ils ont tort de faire confiance à ces politiciens et vont à l'inverse de leurs intérêts sociaux, sociétaux et environnementaux, défendus en la circonstance par le nouveau Front Populaire.

Daniel



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

et nos sites web départementaux et nationaux  
<https://www.anticapitaliste-35.org/>  
<https://npa-lanticapitaliste.org>

## Jeux olympiques et paralympiques : un événement néfaste pour la majorité de la population du nord-est parisien

tions visant la sécurité des athlètes et supporters mais d'une loi qui veut mater encore plus les citoyen·nes, normaliser et pérenniser les méthodes répressives et sécuritaires.

Présenté comme un événement mondial exceptionnel pour Paris, Saint-Denis et autres villes de France... ou de Polynésie, les Jeux Olympiques et paralympiques (JOP) sont le prétexte pour accélérer la mise en œuvre de politiques antisociales, ultra-libérales, néfastes pour une grande majorité de la population.

Les JOP mais aussi le Grand Paris Express font partie et accélèrent un projet global d'aménagement et de restructuration de la région parisienne et notamment du nord-est parisien. L'objectif est de **surveiller davantage ou d'envoyer les classes populaires de ce territoire le plus loin possible**. Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Ouen, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve mais aussi d'autres villes de la Seine-Saint-Denis sont largement impactées.

Les JOP constituent un événement qui fait la **part belle aux multinationales et au profit**. La décision pour la ville d'accueil a été prise par le Comité international Olympique (CIO), une institution opaque qui impose ses critères qui n'ont rien à voir avec les besoins des habitant·es. Rappelons par ailleurs, qu'en ce qui concerne les Jeux 2024, Paris est restée seule en lice. Des villes comme Hambourg et Munich se sont retirées après l'organisation de référendums, Boston après des mobilisations populaires et Rome à la suite de l'élection d'une nouvelle maire. Rien de comparable n'a pu avoir lieu en France. Événement géré, avec la complicité des élus locaux, par le COJO, SOLIDEO, le ministère des Sports, une délégation interministérielle et sous l'égide directe de Matignon et de l'Élysée.

Il s'agit ainsi d'une manifestation anti-démocratique, sans considération pour les populations locales et au mépris des droits humains: la participation aux Jeux d'un état génocidaire comme Israël en témoigne...

### Un projet anti-social

Augmentation de loyers, expulsions de résident·es de squats et foyers, destruction de camps de Roms, réquisition de foyers étudiant·es, éloignement des sans-domicile fixe, des migrant·es et autres populations précaires, voilà les premiers impacts des JOP en matière de logement. Quant à la construction du village olympique, nous demandons à voir comment il sera utilisé par la suite. Vu la publicité faite par les promoteurs, ces habitations ne sont pas destinées aux habitant·es racisés et populaires du territoire. La généralisation du système Airbnb augmente les prix et réduit les possibilités de location pour les populations locales.

L'aspect anti-social des JOP passe aussi par l'utilisation de milliers de bénévoles qui vont travailler gratuitement pendant cette période. Au lieu de créer des emplois, cet événement va contribuer à casser encore plus le droit du travail. Pourtant, la création d'emplois salariés n'aurait coûté qu'une partie infime du budget des JOP. On notera par ailleurs que la loi JOP du 19 mai 2023 autorise une ouverture encore plus large des magasins le dimanche.

Dans le cadre de cet événement, les employeurs, notamment dans le secteur public, ont restreint sérieusement le droit de départ en vacances de leurs salarié·es pendant la période. Le cas des cheminot·es, des personnels de santé, des salarié·es de Plaine Commune ou de la Protection judiciaire de la jeunesse ne constituent que quelques exemples. Il faudrait donc que celles et ceux qui travailleront pendant les JO acceptent des conditions de travail et de transports dégradées parce que « *La Seine-Saint-Denis s'apprête à accueillir le monde!* », comme s'en vante le Conseil départemental.

### Un projet sécuritaire, répressif, liberticide

La mise en œuvre de la loi JOP (19 mai 2023) permet le développement et l'application d'une politique globale de surveillance des citoyen·nes qui risque de devenir permanente. Une surveillance qui s'accompagne de pratiques répressives et sécuritaires de plus en plus répandues.

Cette loi autorise l'expérimentation de la vidéosurveillance intelligente des manifestations sportives, récréatives ou culturelles, le recours à des scanners corporels à l'entrée des stades et autres enceintes accueillant plus de 300 personnes. Elle étend les compétences du préfet de police de Paris pendant la période des Jeux: Il sera l'unique responsable de l'ordre public en Ile-de-France.

Elle élargit la procédure de criblage (enquêtes administratives de sécurité) aux fan zones ainsi qu'aux participant·es aux grands événements. Le dispositif de contrôle par palpation est également maintenu. La loi permet aussi la systématisation des interdictions judiciaires de stade.

Cette loi ajoute donc une série de mesures répressives à celles qui existaient déjà. Le fait qu'elle soit applicable dès sa promulgation et **jusqu'en mars 2025** atteste qu'il ne s'agit pas seulement de disposi-

La population de Saint-Denis en fait déjà les frais. La municipalité a été fière d'annoncer le recrutement de 120 policiers supplémentaires et l'installation de 400 caméras de vidéosurveillance supplémentaires, en 2024. À la violence de la police nationale et de la BAC, omniprésentes partout, s'ajoute celle de la police municipale armée et particulièrement zélée.

### Transports en commun saturés, mobilités restreintes

Habitant·es, salarié·es, étudiant·es de la Seine-Saint-Denis sont habitué·es à des problèmes de transports en commun. La ligne 13 du métro, surchargée en permanence, constitue tout un symbole en matière de difficultés et de mauvaises conditions de transport. Tout le monde, y compris les autorités, se demandent comment cela va se passer pendant la période des JOP. Sinon, comment expliquer leurs messages concernant le besoin d'anticipation des déplacements ou leurs suggestions de départ pendant cette période.

À la saturation s'ajoute pendant cette période d'autres inconvénients: fermeture de nombreuses stations de métro, dont et jusqu'au 21 septembre 2024, Champs-Élysées Clemenceau qui relie Saint-Denis et Saint-Ouen au centre de Paris. Pourtant, la RATP parle d'une offre supplémentaire de 15 % pour cette période...

Par ailleurs, l'augmentation du prix du ticket de métro à 4 euros l'unité, du 20 juillet au 8 septembre, ne concerne pas que les visiteurs. Toute personne n'ayant pas un abonnement Navigo devra payer plus.

### Projet écologique: une mauvaise plaisanterie

Les organisateurs des Jeux se sont engagés à émettre deux fois moins de CO<sub>2</sub> que les JO de Londres en 2012. Or, 12 ans plus tard, devant l'accélération et la gravité de la crise climatique un tel objectif n'est pas à la hauteur. Comment un événement qui postule à déplacer 13 millions de personnes, dont une majorité en avion, peut-il être écologique? Rappelons, pour l'exemple, aussi qu'au nom des JOP, on a commencé à détruire les jardins ouvriers à Aubervilliers, on a utilisé une partie du Parc Georges-Valbon à Dugny pour construire le village des médias. Il y a aussi l'exemple de la construction d'un échangeur d'autoroutes à proximité immédiate de l'école Anatole-France du quartier Pleyel à Saint-Denis...

### Mépris pour les habitant·es et leurs besoins

Chômage, précarité, mal-logement, absence de services publics de qualité, c'est sûr que les habitant·es de la Seine-Saint-Denis ont d'autres soucis que les JOP. Toutefois dans un climat de plus en plus sécuritaire et répressif, ils/elles découvrent l'impact négatif des Jeux sur leurs conditions de vie et de travail, leur environnement, leurs possibilités d'accès au logement, aux transports, aux sports et à la culture. Durant toute l'année scolaire 2023-2024, alors que la population était abreuvée de discours sur le bienfait du sport et l'héritage à venir des installations, les élèves, les adhérent·es d'associations sportives n'ont pu accéder aux installations en travaux. Alors que 60 % des enfants du 93 ne savent pas nager en entrant au collège (et 50 % à la sortie, record national), par manque de piscine, le coût du centre aquatique olympique aurait permis de construire 15 piscines! Quant à l'accès à ce centre, promis à une gestion privée après les JO, il y a peu de chance que les élèves du bassin le fréquentent beaucoup! Même chose pour la piscine de Marville dont la gestion est également privatisée après sa rénovation pour les JOP.

Dans un département où les besoins en services publics de santé et d'éducation ne sont pas satisfaits, les milliards dépensés pour les Jeux constituent un vrai scandale. Parents et enseignant·es qui se mobilisent, depuis des mois, pour un Plan d'Urgence dans le 93, sans être pris·es en compte et sans la solidarité des municipalités, sont particulièrement en colère. Ils/elles se trouvent face à des élus qui essaient de vendre à tout prix un projet « *écologique de développement économique et territorial* ».

L'absence d'une vraie consultation de la population locale n'a pas permis de débat autour des JO. Toutefois des mobilisations existent: en octobre 2023, des travailleur·ses sans-papiers se sont mobilisé·es sur les chantiers des équipements liés aux JO avec le slogan « *Pas de papiers, pas de JO* » pour demander leur régularisation. De plus un comité de surveillance des JOP s'est constitué et certains projets tels que l'échangeur autoroutier à Pleyel, la destruction de jardins à Aubervilliers, le boulodrome de La Courneuve ont suscité la création de collectifs d'habitant·es contre les effets néfastes des JOP sur leurs quartiers. **Saccage 2024** essaye aussi de mobiliser autour des effets négatifs des Jeux au niveau social, économique, écologique et démocratique.

Les JO sont une manne financière pour les entreprises du BTP et les collectivités. Mais leurs grands projets d'infrastructures ne conviennent pas toujours aux habitant·es.

N'attendons pas l'argent des grandes fêtes capitalistes pour rénover nos habitations et nos rues. Les grands projets doivent être faits pour les habitant·es, en concertation avec elles et eux, avec de l'argent public qui ne va pas dans les poches des capitalistes.

larges extraits de l'article nos camarades du comité NPA l'AntiK de Saint-Denis, paru dans l'*Anticapitaliste* mensuel n°157

### Echo du « Carrefour Pleyel » à Saint-Denis

dans l'*Humanité* du 22 juillet

Djibril est l'un de ces derniers habitués à la terrasse du café nommé « Carrefour Pleyel ». Il regarde amusé ce livreur en train de se presser pour remplir ses objectifs. « *On voit qu'ils ne pensent pas à nous quand ils organisent les jeux* » soupire-t-il.

À 20 ans, il regrette que les JO aient privé son quartier de ses habitant·es: « *Il y a deux semaines à cette heure-là, j'avait tout le monde qui était dehors, il y avait de la vie. Là, je reconnais personne, tout le monde reste chez soi: pour moi c'est pas une fête ça* ».

Pour ses amis et lui, le plus insupportable reste **la pression constante mise par les policiers**, beaucoup plus nombreux que d'habitude. « *Avant on se faisait contrôler deux fois par jour, maintenant c'est au moins 5* », raconte-t-il. « *Mais on ne fait rien d'illégal, c'est du contrôle au faciès c'est tout, et on a juste l'impression qu'on n'est pas les bienvenus chez nous parce qu'on nous regarde en permanence comme des criminels* ».